

façonnera les interprétations de la vie urbaine à Paris, et au-delà, dans les années à venir.

STEPHEN W. SAWYER

Traduction de Camille Richou  
*AHSS*, 73-4, 10.1017/ahss.2019.117

1- Jacques ROUGERIE, « Le mouvement associatif populaire comme facteur d'acculturation politique à Paris de la Révolution aux années 1840: continuité, discontinuités », *Annales historiques de la Révolution française*, 297, 1994, p. 493-516, ici p. 495.

### Joël Glasman

*Les corps habillés au Togo. Genèse coloniale des métiers de police*

Paris, Karthala, 2014, 327-XII p.

Les hommes en uniforme jouent un rôle central dans les États africains contemporains: tel est le constat à partir duquel Joël Glasman introduit son histoire des métiers de l'ordre au Togo entre 1884 et 1963. L'auteur s'écarte d'emblée du discours des experts de l'aide au développement, qui, préoccupés par la réforme du secteur de la sécurité, analysent l'évolution des métiers de l'ordre uniquement à l'aune de la « professionnalisation », c'est-à-dire, en creux, d'un manque de professionnalisme qu'il s'agit de pallier. À rebours des approches téléologique et culturaliste, Glasman entreprend d'étudier la « succession de pratiques négociées et de compromis précaires entre des projets changeants de 'maintien de l'ordre' [...] et des agents de police qui ne furent pas des agents passifs d'une politique de l'ordre, mais des acteurs à part entière de cette politique » (p. 9).

L'ouvrage suit une trame chronologique allant de la création de la première troupe de police sous le protectorat allemand, instauré en 1884, au coup d'État contre le président Sylvanus Olympio en 1963, en passant par les réformes des années 1930, puis celles des décennies 1940-1950 dans le Togo sous mandat français. Cette histoire ne se réduit cependant pas aux seules évolutions institutionnelles des forces de l'ordre, car l'auteur cherche avant tout à narrer la naissance d'un « espace professionnel » (p. 26). Cette ambition se reflète parfaitement dans la structure de l'ouvrage, qui permet d'aborder les « corps habillés » par le biais d'entrées thématiques – les uniformes,

l'ethnicité, le camp et les bureaucrates – pouvant être lues indépendamment les unes des autres.

Ce livre issu d'une thèse de doctorat participe d'un mouvement historiographique plus large. Depuis une vingtaine d'années, l'histoire de la colonisation a été considérablement ravivée par l'attention nouvelle portée aux « intermédiaires »<sup>1</sup>, dont la position illustre à merveille toutes les ambiguïtés coloniales: assignés, d'un côté, au rôle de relais entre colonisateurs et colonisés, ils constituaient, de l'autre, une catégorie potentiellement dangereuse venant brouiller la distinction idéologique entre « Européens » et « indigènes ». Le premier intérêt de l'ouvrage tient au groupe professionnel étudié, puisqu'en dépit de leur fonction centrale dans le maintien de l'ordre, les polices de l'Afrique coloniale avaient jusque-là peu attiré l'attention des historiens, à quelques exceptions près<sup>2</sup>. Glasman contribue donc à la constitution, en France, d'un nouveau champ historiographique.

Le deuxième intérêt réside dans la méthodologie adoptée, grâce à laquelle l'auteur propose une histoire sociale vivante et dynamique. Attentif aux représentations, Glasman a repris dans le titre même de son étude l'expression émiqne de « corps habillés », qui permet d'aller au-delà des clivages habituels entre police et armée, ou entre civils et militaires, étant donné qu'elle englobe, dans son acception la plus large, l'ensemble des agents en uniforme au service de l'État. Les représentations de ces « corps habillés » sont saisies à travers les objets (photographies, statuettes « colons ») et les témoignages – sous forme de récits autobiographiques publiés ou d'entretiens réalisés par l'auteur. Ce dernier retrace également quelques parcours professionnels, dont il rappelle le caractère aléatoire, en s'appuyant sur une centaine de dossiers de carrière. Le travail de terrain effectué est perceptible à la lecture; des enquêtes orales et toute une série d'observations empiriques viennent étayer l'analyse du passé.

L'auteur mobilise un ensemble riche et varié d'archives consultées au Togo, en France, en Allemagne et à Genève. C'est là que se situe le troisième apport de l'ouvrage, et non des moindres, qui concerne le pays et la chronologie retenus. En choisissant le Togo comme poste d'observation, Glasman participe à une étude comparée des politiques impériales européennes,

d'abord allemandes puis françaises. Celles-ci ne sont pas seulement abordées successivement, mais aussi mises en comparaison au sein des chapitres thématiques qui intègrent différentes périodes dans une même analyse. L'auteur fait ainsi dialoguer des historiographies nationales souvent cloisonnées. Il opère également des comparaisons ponctuelles entre Afrique et Europe, en mettant en relief les évolutions différenciées des métiers de l'ordre en métropole et dans les colonies.

Glasman prolonge la réflexion jusqu'en 1963, nuancant de ce fait la rupture que représente l'indépendance (proclamée en 1960) pour mettre en valeur les continuités entre les institutions coloniales et l'État postcolonial. À travers une approche sectorielle – les agents des métiers de l'ordre étant fort peu nombreux –, il parvient à dresser un tableau global de la situation coloniale au Togo et à formuler une thèse originale sur sa trajectoire postcoloniale. Toute la première partie du livre, consacrée à la genèse des métiers de l'ordre, consiste en une exploration des tensions impériales, que l'auteur résume parfaitement : « Les hommes en uniforme étaient [...] au cœur de la contradiction intrinsèque de l'ordre colonial : se penser à la fois comme stabilité et comme mouvement, entre un ordre qu'il fallait maintenir et une société qu'il fallait transformer » (p. 46).

Si Glasman envisage la colonisation comme un système de signes et fait la part belle aux discours coloniaux, il ne se limite pas à cette approche sémiotique. Il cherche à montrer les écarts et les interactions existant, d'une part, entre les représentations et les groupes sociaux, et, d'autre part, entre le discours institutionnel et les pratiques quotidiennes. Autrement dit, reprenant la proposition de Jean-François Bayart<sup>3</sup>, il discute les « transactions hégémoniques » impériales (p. 108) à l'œuvre dans la situation coloniale. Sans céder ni à la dichotomie entre colonisateurs et colonisés ni à l'opposition teintée de culturalisme entre tradition et modernité, l'auteur décrit la trajectoire d'un groupe professionnel aux prises avec un changement politique et social profond.

La marge de manœuvre dont bénéficient les agents de l'ordre togolais est sans cesse mise en lumière, tant dans les rapports qu'ils entretiennent avec les officiers coloniaux que par la manière dont ils se distinguent du reste de la population. Glasman retrace les mécanismes

d'instauration de la hiérarchie et de production de la discipline au sein des forces de l'ordre en même temps que les processus de démarcation entre les « corps habillés » et l'ensemble de la société. À ce titre, l'usage de la chicotte (fouet) comme châtiment colonial constitue un exemple paradigmatique, fort bien décrit par l'auteur : « la proportion de soldats à être punis par la chicotte les séparait des Blancs tandis que leur prérogative à la manier les distinguait des Noirs » (p. 114).

La question du recrutement permet de nuancer la supposée modernité de la relation salariale au début de la colonisation. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la pénurie de volontaires conduisit les administrations coloniales à recourir à l'engagement par rachat d'esclaves. En cas de recrutement volontaire, l'entrée dans la troupe se faisait de manière progressive et ne concernait que les couches dominées de la société, de sorte que « les nouveaux liens de travail (le contrat de travail et de salaire) n'abolissaient pas les anciens liens de dépendance mais se greffaient sur eux » (p. 80). Les réseaux de recrutement s'appuyaient sur des relations familiales, ethniques, commerciales ou sur des rapports de sujétion préexistants à la présence coloniale. L'activité salariée se combinait d'ailleurs, chez les soldats, avec le maintien d'une économie du don. Aussi le camp militaire est-il décrit comme un système d'échanges reliant le soldat, son foyer et sa maisonnée au commandant de troupe ou de cercle ; les échanges de nourriture, de biens, voire de personnes unissaient également les soldats entre eux ou avec les commerçants situés en dehors du camp.

Glasman aborde en outre la « production martiale » (p. 125) des identités régionales et des clivages de genre. Adoptant une position constructiviste, il postule que « l'État colonial a, à force de discours culturaliste et de pratiques de recrutement différenciés, inventé une division territoriale du travail qui a largement structuré les rapports dits 'ethniques' au Togo » (p. 127). L'idéologie des « races guerrières » (p. 129) conduisit ainsi à attribuer des qualités martiales aux populations du Nord – Haussa puis Kabiyè – tandis que les gens du Sud étaient réputés plus aptes à l'administration. Les normes de genre font l'objet d'un travail similaire de déconstruction, qui vise à comprendre comment l'uniforme s'est imposé comme attribut masculin au Togo. La vie

au camp conduisait à l'émergence d'une masculinité spécifiquement coloniale, différente des masculinités « vernaculaires » et européennes, en même temps qu'elle aboutissait au renforcement des hiérarchies de genre par la division sexuée du travail et la codification de la famille.

Dans la seconde partie du livre, l'auteur étudie l'évolution des métiers de l'ordre à partir des années 1930. Son analyse de la bureaucratisation des forces de l'ordre, dont il situe l'origine en 1933, mène à une interprétation convaincante du coup d'État de 1963. Dans l'après-guerre, cette bureaucratisation déboucha sur une dévaluation du capital martial fondé sur la force physique, la discipline et les techniques de combat, au profit d'un capital culturel armé de diplôme, à la maîtrise de la langue française et des techniques de l'écrit. Cette évolution était porteuse de tensions au sein de la profession, dont le coup d'État fut un révélateur. Une telle démarche, ancrée dans le social, permet de dépasser les explications communes de l'événement pour redonner toute leur agentivité (*agency*) aux putschistes et éviter d'« en faire les instruments mécaniques d'un *deus ex machina* situé dans la marche de la Modernité, dans l'essence culturelle de l'Ethnie ou dans la main invisible de l'Étranger » (p. 273). En un mot, cette plongée au cœur du pouvoir d'État est captivante ; on en recommande la lecture autant aux historiens de la colonisation et de l'Afrique qu'aux spécialistes des polices et du maintien de l'ordre.

CÉLINE PAUTHIER

AHSS, 73-4, 10.1017/ahss.2019.118

1 - Benjamin N. LAWRENCE, Emily Lynn OSBORN et Richard L. ROBERTS (dir.), *Intermediaries, Interpreters, and Clerks: African Employees in the Making of Colonial Africa*, Madison, University of Wisconsin Press, 2006 ; Joël GLASMAN, « Penser les intermédiaires coloniaux. Note sur les dossiers de carrière de la police du Togo », *History in Africa*, 37, 2010, p. 51-81 ; Céline LABRUNE-BADIANE et Étienne SMITH, *Les hussards noirs de la colonie. Instituteurs africains et « petites patries » en AOF (1913-1959)*, Paris, Karthala, 2018 ; Pascale BARTHÉLÉMY, *Africaines et diplômées à l'époque coloniale (1918-1957)*, Rennes, PUR, 2010 ; Violaine TISSEAU, *Être métais en Imerina (Madagascar) aux XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Karthala, 2017.

2 - Emmanuel BLANCHARD, « Ordre colonial », *Genèse*, 86-1, 2012, p. 2-7 ; Jean-Pierre BAT et Nicolas COURTIN (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique,*

*Madagascar, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Rennes, PUR, 2012 ; Marielle DEBOS et Joël GLASMAN, « Politique des corps habillés. État, pouvoir et métiers de l'ordre en Afrique », *Politique africaine*, 128-4, 2012, p. 5-23.

3 - Jean-François BAYART, « Hégémonie et coercition en Afrique subsaharienne. La 'politique de la chicotte' », *Politique africaine*, 110-2, 2008, p. 123-152.

### Jérôme Krop

*Les fondateurs de l'école républicaine.*

*La première génération d'instituteurs sous la III<sup>e</sup> République*

Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2016, 333 p.

Après un premier ouvrage tiré de sa thèse de doctorat<sup>1</sup>, Jérôme Krop consacre entièrement ce nouvel *opus* à ce qui constituait le sujet principal de cette dernière : le corps des instituteurs et des institutrices sous la III<sup>e</sup> République. Le titre devrait toutefois indiquer que l'étude porte uniquement sur l'enseignement public primaire (soit les écoles maternelles et élémentaires) du département de la Seine. Au lecteur qui redouterait un énième livre sur les maîtres et maîtresses de l'école de Jules Ferry, il faut préciser d'emblée que l'originalité de la démarche est d'avoir considéré ce secteur comme un « champ social » (concept que l'auteur emprunte à Pierre Bourdieu) dans lequel les instituteurs et les institutrices évoluent en fonction des capitaux sociaux et culturels qu'ils possèdent, ce qui donne lieu à des trajectoires professionnelles différenciées. La démarche prosopographique s'appuie sur les dossiers administratifs des instituteurs et institutrices de la Seine ayant commencé leur carrière entre 1870 et 1886, et plus exactement sur un échantillon de 660 dossiers, sélectionnés parmi les 4 404 disponibles *via* un tirage au sort informatisé.

Classiquement, Krop commence par l'analyse des origines sociales et du parcours scolaire. Les instituteurs et institutrices exerçant dans la Seine viennent en majorité des classes moyennes, davantage d'ailleurs que ceux exerçant dans la Seine-et-Oise, étudiés par René Crozet<sup>2</sup>. L'origine nettement populaire est minoritaire, en particulier pour les institutrices. On note une forte proportion d'enfants d'employés et de fonctionnaires subalternes parmi les instituteurs et institutrices nés